

I.F.C.T.

Association Loi 1901

10 rue de la Grange-Batelière
75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

I.F.C.T.
Association Loi 1901

10 rue de la Grange-Batelière
75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association I.F.C.T., relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière adressés aux Membres de l'association.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 2 juin 2025

Le commissaire aux comptes
implid Audit

Thibault CHALVIN
Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	37 484,20	37 353,26	130,94	568,13
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	490 000,00		490 000,00	490 000,00
Constructions	2 139 891,18	313 709,77	1 826 181,41	1 920 925,97
Installations techniques, matériel et outillage industriels	83 612,04	83 612,04		
Autres immobilisations corporelles	375 720,39	253 679,30	122 041,09	130 518,58
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	1 599 880,50		1 599 880,50	1 599 880,50
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	13 805,60		13 805,60	11 778,49
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 740 393,91	688 354,37	4 052 039,54	4 153 671,67
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				30 703,16
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	777 679,01		777 679,01	668 244,81
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	13 314 687,45	272 199,70	13 042 487,75	10 070 513,85
Disponibilités	1 712 497,98		1 712 497,98	3 973 508,53
Charges constatées d'avance (3)	181 494,69		181 494,69	74 277,26
TOTAL ACTIF CIRCULANT	15 986 359,13	272 199,70	15 714 159,43	14 817 247,61
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	20 726 753,04	960 554,07	19 766 198,97	18 970 919,28
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	8 580 170,06	7 875 432,50
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	762 518,38	704 737,56
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	9 342 688,44	8 580 170,06
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	883 799,62	1 012 479,93
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	412 653,50	262 056,14
Dettes fiscales et sociales	340 286,07	323 520,10
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	378,70	7 123,03
Produits constatés d'avance	8 786 392,64	8 785 570,02
TOTAL DETTES	10 423 510,53	10 390 749,22
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	19 766 198,97	18 970 919,28
(1) Dont à plus d'un an (a)	754 539,05	883 799,62
(1) Dont à moins d'un an (a)	9 668 971,48	9 506 949,60
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Ventes de marchandises				
Production vendue	540 850,00	759 269,42	-218 419,42	-28,77
Production stockée				
Subventions d'exploitation	3 309 517,80	2 954 811,98	354 705,82	12,00
Autres produits	217 422,27	208 526,32	8 895,95	4,27
Total	4 067 790,07	3 922 607,72	145 182,35	3,70
CONSOMMATION M/SES & MAT				
Achats de marchandises				
Variation de stock (m/ses)				
Achats de m.p & aut.approv.	8 762,00		8 762,00	
Variation de stock (m.p.)				
Autres achats & charges externes	1 907 504,94	1 864 575,22	42 929,72	2,30
Total	1 916 266,94	1 864 575,22	51 691,72	2,77
MARGE SUR M/SES & MAT	2 151 523,13	2 058 032,50	93 490,63	4,54
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	43 652,05	41 368,22	2 283,83	5,52
Salaires et Traitements	1 382 830,89	1 363 211,65	19 619,24	1,44
Charges sociales	648 030,31	636 694,54	11 335,77	1,78
Amortissements et provisions	131 591,22	144 812,99	-13 221,77	-9,13
Autres charges	58 563,83	29 942,67	28 621,16	95,59
Total	2 264 668,30	2 216 030,07	48 638,23	2,19
RESULTAT D'EXPLOITATION	-113 145,17	-157 997,57	44 852,40	-28,39
Produits financiers	481 133,28	436 009,28	45 124,00	10,35
Charges financières	276 490,67	146 810,23	129 680,44	88,33
Résultat financier	204 642,61	289 199,05	-84 556,44	-29,24
Opérations en commun				
RESULTAT COURANT	91 497,44	131 201,48	-39 704,04	-30,26
Produits exceptionnels		65,76	-65,76	-100,00
Charges exceptionnelles	174,06	8 408,68	-8 234,62	-97,93
Résultat exceptionnel	-174,06	-8 342,92	8 168,86	-97,91
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	-671 195,00	-581 879,00	-89 316,00	15,35
RESULTAT DE L'EXERCICE	762 518,38	704 737,56	57 780,82	8,20

États de synthèse

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASS I.F.C.T.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 19 766 199 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 762 518 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 14/03/2025 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices

Règles et méthodes comptables

montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : table INSEE TD 88-90

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Subventions:

Deux sortes de subventions sont à distinguer:

-Subventions dites "privées": Laboratoires pharmaceutiques

-Subventions dites "publiques":Hôpitaux

Chaque subvention correspond à un contrat spécifique qui fait l'objet d'un suivi individualisé.

Des modifications de contrats pouvant intervenir suite aux résultats obtenus, les subventions sont comptabilisées dans des comptes de produits (comptes 743000) au fur et à mesure de leurs encaissements.

Les subventions "privées" complètent les subventions "publiques".

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	37 484			37 484
Immobilisations incorporelles	37 484			37 484
- Terrains	490 000			490 000
- Constructions sur sol propre	2 139 891			2 139 891
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	90 440		6 828	83 612
- Installations générales, agencements aménagements divers	238 050	8 684		246 734
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	125 996	19 422	16 431	128 987
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	3 084 377	28 106	23 260	3 089 224
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 599 881			1 599 881
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	11 778	2 027		13 806
Immobilisations financières	1 611 659	2 027		1 613 686
ACTIF IMMOBILISE	4 733 520	30 133	23 260	4 740 394

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		28 106	2 027	30 133
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		28 106	2 027	30 133
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		23 260		23 260
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		23 260		23 260

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	36 916	437		37 353
Immobilisations incorporelles	36 916	437		37 353
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	218 965	94 745		313 710
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	90 440		6 828	83 612
- Installations générales, agencements aménagements divers	131 355	22 579		153 934
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	102 172	14 005	16 431	99 745
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	542 933	131 328	23 260	651 001
ACTIF IMMOBILISE	579 849	131 765	23 260	688 354

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 972 979 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	13 806		13 806
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	777 679	777 679	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	181 495	181 495	
Total	972 979	959 174	13 806
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les autres créances d'un montant de 668 245 € intègre l'impôts société dont 605 685 € au titre du crédit impôt recherche.

Produits à recevoir

	Montant
Indemnités Subrogation	1 256
Interets courus a recev.	25 631
Total	26 887

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 0 Euros pour une valeur comptable de 0 Euros.

Les valeurs mobilières s'élèvent à un montant de 10 212 246 € au 31 décembre 2023.
Le montant des plus values latentes s'élève à 86 804.21€, le montant des moins values latentes à 69 155.98 €.
Ces dernieres ont fait l'objet d'une provision comptable enregistrée dans les charges financières.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 0,00 Euros décomposé en 0 titres d'une valeur nominale de 0,00 Euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 21/06/2024.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	7 875 433
Résultat de l'exercice précédent	704 738
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	8 580 170
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	8 580 170
Total des affectations	8 580 170

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Report à Nouveau	7 875 433	8 580 170	8 580 170	7 875 433	8 580 170
Résultat de l'exercice	704 738	-704 738	762 518	704 738	762 518
Total Capitaux Propres	8 580 170	7 875 433	9 342 688	8 580 170	9 342 688

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 10 423 511 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	883 800	129 261	655 099	99 440
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	412 654	412 654		
Dettes fiscales et sociales	340 286	340 286		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	379	379		
Produits constatés d'avance	8 786 393	8 786 393		
Total	10 423 511	9 668 971	655 099	99 440
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	128 680			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn. fact.non parvenues	198 502
Dettes prov./conges payes	169 767
Taxe d apprentissage cap	1 185
Total	369 454

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat. d avance	181 495		
Total	181 495		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constat.d avance	8 786 393		
Total	8 786 393		

A chaque clôture comptable , une analyse des contrats "de recherche" est faite afin de déterminer l'avancement des dits contrats.
En fonction des résultats obtenus pour chacun, les subventions reçues sont alors rattachées totalement ou partiellement pour report par la comptabilisation des produits constatés d'avance.

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 46 021 Euros

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 46 021.32 Euros